



ACCORD D'UN PERMIS DE **CONSTRUIRE**
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

ARRETE N° : 2024/R140

DOSSIER N° PC 38545 24 10003

Déposé le 02/05/2024

Date d'affichage de l'avis de dépôt : 13/05/2024

Par Madame JOHANNA JAMARDO
demeurant 4 RUE DES FRENES
38760 VARCES ALLIERES ET RISSET
Et Monsieur Dylan CASSAGNE
4 Rue des Frênes BP 38760 Varcés-
Allières-et-Risset CEDEX
pour Construction d'une maison
individuelle R+1
sur un terrain sis RUE DU TRUCHET 38450 VIF
Cadastré AO741, AO742
Superficie du terrain 342 m²

SURFACE DE PLANCHER

créée : 99,60 m²

EMPRISE AU SOL

Créée : 90m²

SURFACE DE PLEINE TERRE

Minimum : 119.7 m²

Créée : 157 m²

SURFACE VEGETALISEE

Minimum : 171 m²

Créée : 157 + (30 x 0.7) = 178 m²

DESTINATION

Habitation - Logement

Nombre de logements créés : 1

Le Maire,

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu la déclaration préalable pour division en vue de bâtir accordée par arrêté n°2022/R76 en date du 18 mai 2022,
Vu les pièces complémentaires en date du 21 juin 2024,
Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 332-15, L 421-1, L 422.1, R 421-14 et suivants,
Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRN) de la Commune de VIF approuvé le 17 juillet 2002 et révisé le 21 août 2006,
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Grenoble-Alpes Métropole approuvé le 20 décembre 2019, la modification simplifiée n°1 approuvée le 2 juillet 2021, les mises à jour des 28 mai 2020, 1er mars 2021, 22 avril 2022, 10 mars 2023 et 28 juillet 2023 et la modification n°1 approuvée le 16 décembre 2022,
Vu la délibération du Conseil de Communauté de Grenoble Alpes Métropole en date du 14 décembre 2012 portant sur le règlement du service public d'assainissement collectif,
Vu l'avis favorable avec prescriptions du Grenoble Alpes Métropole - Service Ingénierie d'Exploitation Voirie en date du 13 mai 2024,
Vu l'avis favorable avec prescriptions du Grenoble Alpes Métropole - Régie Eau et Assainissement en date du 16 mai 2024,
Vu l'avis favorable avec prescriptions du CAUE de l'Isère en date du 17 mai 2024,
Vu l'avis favorable du Grenoble Alpes Métropole - Service Ingénierie d'Exploitation Ordures Ménagères en date du 03 juillet 2024,
Vu l'avis favorable avec prescriptions de ENEDIS - DR Alpes - Service Cu/AU en date du 16 juillet 2024,
Vu le règlement de la zone Bf – risque de suffosion du PPRN susvisé,
Vu le règlement de la UD2 – Pavillonnaire en densification du PLUI susvisé,

ARRETE

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire est ACCORDE sous les réserves suivantes :

ACCES VEHICULE :

Le portillon et la clôture envisagés pour délimiter l'accès à la maison, dans la prolongation du garage sera décalé. Une visite en lieu et place sera organisée lors de la réalisation des travaux pour déterminer leurs traitements et leurs positionnements afin de manœuvrer à l'échelle de la parcelle.

Au vue de l'impossibilité de retournement sur la parcelle, les véhicules devront se stationner en marche arrière pour ressortir en marche avant sur le domaine public.

EAUX USEES :

Conformément au projet présenté, le raccordement des eaux usées s'effectuera sur la boîte de branchement en attente sur la parcelle (réseau public situé rue du Truchet).

EAUX PLUVIALES :

Le terrain est situé en zone de suffosion. Les eaux pluviales devront être traitées en tenant en compte des contraintes imposées par le Plan de Prévention des Risques Naturels.

Le projet de ce dossier de permis de construire étant également situé dans les périmètres éloignés des captages de Rochefort, il conviendra de préserver la ressource en eau. Les puits d'infiltration sont à proscrire. Le traitement des eaux pluviales en surface devra être privilégié.

FISCALITE :

Le projet est soumis à la taxe d'aménagement (TA).

Le projet est soumis à la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) et à la Redevance d'Archéologie Préventive (RAP).

Il sera nécessaire de respecter strictement les prescriptions émises dans les avis des gestionnaires de réseaux joints à la présente décision.

Fait à VIF, le 24 JUIL. 2024
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué à l'Urbanisme,
à l'Aménagement du territoire,
à l'Agriculture et aux Risques sanitaires



Jacques DECHENAUX

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison sociale ou la dénomination du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro du permis et la date d'affichage en mairie, la nature du projet et la superficie du terrain, ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

Il indique également en fonction de la nature du projet :

- a- Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimé en mètres par rapport au sol naturel.
- b- Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximal de lot prévu ;
- c- Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisir.
- d- Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir

Le panneau d'affichage comprend la mention suivante :

« Droit de recours :

Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R. 600-2 du code de l'urbanisme).

Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R. 600-1 du code de l'urbanisme). »

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger.

Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.